

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES

AUTORISATION DE VOIRIE – 18 PARK LANN

Le Maire de la Commune de FOUESNANT,

- vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212.2, L 2213.1 et L 2213.2,
- vu le Code Pénal et notamment l'article 610.5,
- vu le Code de la Voirie Routière,
- vu le Code de la Route,
- vu l'arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,
- vu l'arrêté du 11 février 2008 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,
- considérant la demande présentée le 10 octobre 2022 par la société ATLANTIC DEBARRAS (sise 8 Rue Ar Gonidou – ZA de Boutéfelec – 29180 PLOGONNEC), pour une permission d'empiéter sur le domaine public afin de permettre le stationnement d'un camion de déménagement, 18 Park Lann,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'autorisation d'empiéter sur le domaine public est accordée à la société ATLANTIC DEBARRAS pour permettre le stationnement d'un camion de déménagement de 20 m3 sur l'emprise de 2 places, Park Lann, à hauteur du n° 18, le lundi 17 octobre 2022.

ARTICLE 2 : Les mesures édictées ci-dessus seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur installée par la société ATLANTIC DEBARRAS.

ARTICLE 3 : Le permissionnaire est et reste responsable de tous les accidents ou dommages qui pourraient résulter de son occupation du domaine public.

ARTICLE 4 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié au pétitionnaire à savoir la société ATLANTIC DEBARRAS,
 - publié au recueil des actes administratifs,
- et dont ampliation sera adressée à :
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de FOUESNANT,
 - Monsieur le Responsable de la Police Municipale de FOUESNANT,
 - Monsieur le Directeur des Services Techniques de FOUESNANT,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

FOUESNANT, le 10 octobre 2022

Laure CARAMARO

Adjointe au Maire
Par délégation du Maire



Le Maire informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la présente notification.

